

# L'ALGÉRIE, FIN DE RÉGIME ET EXIGENCE DE CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE

HASSANE ZERROUKY \*



## L'image de trop

Le 1<sup>er</sup> novembre 2018, les Algériens ont été stupéfaits et choqués par les images défilant sur les écrans de la télévision publique, montrant le président Bouteflika attaché dans un fauteuil roulant pour l'empêcher de glisser, coiffé d'une toque d'astrakan, se recueillant à la mémoire des martyrs de la guerre de libération nationale au cimetière des martyrs d'El Alia à Alger. On voyait les ministres, rangés de part et d'autre d'un tapis rouge, saluer l'un après l'autre un homme qui semblait ailleurs.

Malgré ces images affligeantes, les ministres, les partis de l'alliance présidentielle – FLN, RND (Rassemblement national démocratique), TAJ (Parti de l'espoir, islamiste) et MPA (Mouvement populaire algérien) –, le FCE (Forum des chefs d'entreprise, le MEDEF algérien), le syndicat UGTA, pour ne citer que les plus importants, tous appelaient en ces mois de novembre-décembre, Abdelaziz Bouteflika à briguer un 5<sup>e</sup> mandat. Même l'armée, vers laquelle tous les regards étaient tournés quand elle n'était pas interpellée par l'opposition pour parrainer un processus de transition politique et éviter à l'Algérie un

---

\* ANCIEN JOURNALISTE À L'HUMANITÉ.

Cette article a été écrit le 20 juillet 2019. L'élection présidentielle que l'armée veut imposer a été fixée au 12 décembre 2019. Depuis, les arrestations des activistes du mouvement populaire se multiplient.

5<sup>e</sup> mandat préjudiciable, s'était rangée derrière « le moudjahid » Bouteflika dont elle avait encensé le bilan<sup>1</sup>.

Agissant comme siles Algériens adhéraient à leur politique, les cercles dirigeants du pays sont allés jusqu'à leur infliger des cérémonies officielles, diffusées aux heures de grande audience par la télévision publique et les chaînes privées, où le chef de l'État était représenté par son portrait. On voyait des ministres et autres personnalités publiques pousser l'indécence jusqu'à entourer ce portrait, sous un tonnerre d'applaudissements, d'une écharpe aux couleurs nationales ou lui faire cadeau d'un cheval!<sup>2</sup>

Le plus incroyable est que personne au sommet de l'État n'ait jugé utile de tirer la sonnette d'alarme. Et ce, alors même que les Algériens, au nom desquels s'exerce ce pouvoir, ont encore en mémoire la pitoyable prestation de serment du président retransmise en direct par les télévisions publiques et privées, dix jours après sa réélection pour un 4<sup>e</sup> mandat, le 17 avril 2014 : il ne lira que le premier feuillet d'un texte qui en compte douze devant une assistance – ministres, militaires de haut rang, personnalités, parlementaires et milieux d'affaires – saisie de stupeur à la vue d'un homme tassé dans son fauteuil, qui n'était déjà plus que l'ombre de celui qui avait été élu en avril 1999.

Depuis, en l'espace de cinq ans, Abdelaziz Bouteflika, qui n'a fait que de rares apparitions publiques, a effectué pas moins de cinq séjours et hospitalisations pour « examens » et « contrôles périodiques » à Grenoble, puis en Suisse, le dernier à Genève du 24 février au 10 mars, deux semaines donc après avoir annoncé (10 février) qu'il serait candidat à l'élection présidentielle du 18 avril 2019, mettant ainsi fin à un vrai-faux suspense entretenu autour de sa candidature !

En effet, au sein des milieux gravitant autour du clan présidentiel ou se prévalant de leur proximité avec l'institution militaire, tous étaient persuadés que Bouteflika allait à un moment ou à un autre renoncer. Et certains, comme l'ex-ministre de l'Énergie Chakib Khellil, qui a la confiance des pétroliers américains, et des ministres actuels ou ayant exercé dans de précédents exécutifs, caressaient le rêve de lui succéder. Mais faute d'un consensus sur un nom, ces mêmes milieux qui se livraient à une sourde lutte pour placer l'un des leurs, ont dû se résigner à accepter que Bouteflika postule pour un 5<sup>e</sup> mandat consécutif<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *Liberté* du 19 février 2019.

<sup>2</sup> *L'Humanité* du 7 juillet 2018.

<sup>3</sup> Déclaration de Seddik Chihab, numéro deux du RND, le 29 octobre 2018, selon qui, faute d'accord sur un nom pouvant succéder à Bouteflika, ce dernier restait l'unique solution.

Ces faits survenaient dans un contexte sociopolitique dégradé dont le dernier épisode aura été une affaire de saisie de 701 kg de cocaïne dans une opération d'arraisonnement par les gardes-côtes algériens d'un cargo en provenance du Brésil *via* l'Espagne, pour le compte de Kamel Chikhi, 40 ans, gros importateur de viande connu sous le sobriquet de « Kamel el bouchi » (le boucher).

## Été 2018, « cocaïne gate » et valse des généraux

L'arrestation de Kamel Chikhi va entraîner une série d'inculpations et d'incarcérations touchant aussi bien des policiers de haut rang, des magistrats que des personnalités civiles et militaires.

Le patron de la police algérienne, le général Abdelghani Hamel, que d'aucuns donnaient pour un potentiel successeur à Bouteflika, est limogé le 26 juin. Une vingtaine de généraux et d'officiers de haut rang le sont à leur tour. Parmi eux, le commandant en chef de la gendarmerie algérienne, le général Menad Nouba, et les chefs des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> régions militaires, les généraux Habib Chentouf, Said Bey et Chérif Abderezak, qui seront par la suite inculpés d'« enrichissement illégal, abus de poste, corruption », par la justice militaire avant d'être remis en liberté provisoire. La police algérienne est également touchée par le limogeage du chef des renseignements généraux, Djillali Boudalia, de quatre chefs de la sûreté des régions d'Alger, Oran, Tipaza et Tlemcen, du chef de la police des frontières, d'officiers de transmissions, voire de simples commissaires d'arrondissement... Et ce, sans que l'on sache si cette purge qui ne disait pas son nom avait ou non un lien avec le trafic de cocaïne.

Personnage sulfureux, à la tête d'une fortune estimée à plus de 100 millions de dollars, Kamel Chikhi, archétype de cette race d'affairistes enfantée par l'Algérie de l'argent facile et de la corruption qui gangrène l'État, où il est plus commode d'importer avec l'argent du pétrole que d'investir dans des secteurs productifs, bénéficiait de protections au plus haut sommet de l'État : outre le marché de la viande, il investissait une partie de son argent dans la spéculation immobilière, un marché juteux où, selon la Fédération nationale des agences immobilières (FNAI), citée par le *Quotidien* d'Oran, « l'informels'est accaparé 70 % du marché national de l'immobilier ». Qui plus est, il avait la fâcheuse habitude d'enregistrer, à leur insu, tous ses interlocuteurs – magistrats, hauts fonctionnaires, fils de ministres et de généraux... – qui lui rendaient visite dans ses bureaux et tenait le détail des « services rendus » dans son ordinateur personnel.

Cette purge, car c'en était une, a été présentée par les autorités comme une sorte d'opération « mains propres » visant à accréditer l'image d'un pouvoir incorruptible et sans aucun lien avec l'élection présidentielle d'avril 2019. « Personne, quels que soient son rang et son statut, n'échappera à la justice qui accomplit sa mission avec sérieux et fermeté », déclarait alors Tayeb Louh le ministre de la Justice, le 9 septembre dernier<sup>4</sup>. Fermez le ban.

## Un pouvoir déjà éclaboussé par les affaires...

Cela aurait pu fonctionner si cette affaire de cocaïne ayant alimenté le feuilleton de l'été 2018 ne visait pas à faire oublier de manière assez grossière des faits de corruption et de prédation impliquant des proches du président Bouteflika, faits qui auraient causé, selon l'ancien ministre Abdelaziz Rahabi, un préjudice à l'économie algérienne estimé à 25 milliards de dollars<sup>5</sup>. En témoigne cette affaire instruite par le parquet de Milan (Italie) de versements de pots-de-vin (192 millions d'euros) par Saipem, filiale du géant italien ENI, à des intermédiaires et responsables de la compagnie algérienne Sonatrach, pour l'obtention d'un marché de 8 milliards de dollars<sup>6</sup>. Elle n'a donné lieu à aucune ouverture d'enquête en Algérie alors que la Sonatrach était présidée à l'époque des faits par l'ancien ministre de l'Énergie, Chekib Khelil, ami du chef de l'État algérien, déjà cité dans d'autres affaires<sup>7</sup>. Il en va de même en ce qui concerne l'islamiste et ancien ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, cité dans l'affaire de l'autoroute est-ouest – plusieurs millions de dollars de pots-de-vin –, qui n'a jamais été convoqué par la justice, pas même à titre de témoin. D'autres scandales financiers ont émaillé les quatre mandats de la présidence d'Abdelaziz Bouteflika (1999-2019)<sup>8</sup>. Les derniers en date, ce sont les Panama Papers, une fuite de documents

24

---

<sup>4</sup> Cité par le site en ligne *Algérie-patriotique* du 9 septembre 2018.

<sup>5</sup> Voir *Recherches internationales*, n° 94, janvier-mars 2013.

<sup>6</sup> Farid Bedjaoui, un des intermédiaires algériens, aujourd'hui en fuite, proche du ministre de l'Énergie, Chekib Khelil, a été condamné par contumace le 19 septembre 2018 par le parquet de Milan à 5 ans de prison.

<sup>7</sup> Voir Hassane Zerrouky, *l'Humanité* du 16 avril 2013 : « Sonatrach, le pouvoir éclaboussé par une affaire de pots-de-vin ». Un mandat d'arrêt international lancé par la justice algérienne contre Chekib Khelil a été retiré et le procureur qui l'avait lancé a été dessaisi du dossier.

<sup>8</sup> Voir aussi Hassane Zerrouky, « Khalifa le golden boy des affaires », *l'Humanité* du 18 mai 2015.

concernant les sociétés *off-shore* où figuraient, côté algérien, des gens connus pour leur proximité avec le clan présidentiel, comme l'ex-ministre de l'Industrie, Abdeslam Bouchouareb, Ali Haddad, le chef du FCE (Forum des chefs d'entreprise, le Medef algérien), la fille de l'ex-Premier ministre de Bouteflika, Abdelmalek Sellal... qui n'ont jamais été auditionnés par la justice algérienne.

### **... qui se greffent sur une situation sociale et financière aggravée**

En avril 2014, quand Bouteflika a été réélu pour un 4<sup>e</sup> mandat, l'Algérie baignait encore dans une situation financière florissante, permettant au pouvoir politique d'acheter la paix sociale à coups de milliards de dollars. Dans un contexte régional, qui avait radicalement changé avec la crise libyenne et sahélienne et une Tunisie théâtre d'une série d'attentats djihadistes meurtriers depuis la chute de Ben Ali, Bouteflika a su habilement jouer la carte de la stabilité face à des Algériens encore traumatisés par la violence des années 1990, qui avaient fait entre 100 000 et 150 000 morts et plusieurs milliards de dollars de dégâts. Argent du pétrole aidant, avec des réserves de change frôlant les 200 milliards de dollars (les deuxièmes plus fortes réserves des pays arabes et maghrébins après celles de l'Arabie Saoudite), le pouvoir politique n'a eu aucun mal à convaincre les Algériens de voter pour « la continuité et la stabilité », image vendue sans problème aux partenaires occidentaux de l'Algérie, embourbés dans la crise syrienne et échaudés par une crise libyenne qu'ils avaient eux-mêmes fomentée et qui, outre une guerre civile interminable et la déstabilisation de la région sahélienne, s'est traduite par la tragédie des migrants en Méditerranée. L'Algérie, épargnée par le « printemps arabe », donnait l'image d'un pays stable et disposant d'énormes ressources financières, d'une dette extérieure faible et d'une puissante armée que Paris notamment s'efforçait d'intégrer dans sa stratégie sahélienne de lutte contre le terrorisme. Et du moment que le pouvoir de Bouteflika ne semblait pas contesté sur le plan interne, Washington et ses alliés s'accommodaient sans état d'âme de ses dérives autoritaires et de la corruption qui y régnait.

Mais la brusque chute du prix du baril de pétrole – passé de 140 dollars à moins de 60 en l'espace de quelques mois – a changé la donne. Le risque de revivre le scénario de la fin des années 1980, qui avaient vu le prix du baril chuter à moins de 8 dollars, suscitait les

plus vives inquiétudes. Certes, avec une dette extérieure faible et des réserves de change confortables, l'État algérien disposait d'une certaine marge. Mais en s'entêtant dans les premiers temps à n'écouter que lui-même, à ne pas renoncer à une politique du tout import qui absorbait à fin 2018 89 % des recettes pétrolières et se fiant aux prévisions qui se sont révélées fausses par la suite, à savoir que cette baisse du prix du baril n'était que conjoncturelle et que les prix regrimperaient et se stabiliseraient autour des 100 dollars, il a été contraint, en dernier ressort, à puiser dans les réserves de change pour financer le déficit de la balance commerciale. Ce qui fait qu'en l'espace de quatre ans, celles-ci sont passées de 194 milliards de dollars à fin 2013 à moins de 82 milliards à fin 2018, une baisse considérable. Les partenaires de l'Algérie, Washington et ses alliés, Paris notamment, commençaient à se faire du souci pour une économie dont la croissance dépendait à plus de 80 % de ses ressources pétrolières, tandis que le FMI, sur la base de prévisions alarmistes, frappait à la porte pour proposer ses bons offices.

26

L'argent du pétrole a surtout profité à ces oligarques qui ont amassé des fortunes grâce à l'import, et ce, par le biais des surfacturations et autres procédés sur lesquels le pouvoir fermait les yeux et qui leur a permis en outre de transférer plusieurs dizaines de milliards de dollars vers l'étranger<sup>9</sup>. Qui plus est, les importations massives de produits finis à des prix défiant toute concurrence ont mis à mal l'industrie agro-alimentaire, textile, sidérurgique et même pétrolière locale puisqu'une partie de l'essence distribuée en Algérie était également importée, faute de financement pour moderniser des raffineries locales souvent en panne et dont la production ne couvrait pas des besoins en forte croissance<sup>10</sup>.

À terme, en cas de poursuite de la baisse des prix du pétrole, le pouvoir politique risquait de ne plus avoir les moyens de satisfaire les besoins pressants d'une grande partie de la population, voire à assurer les salaires. D'autant que les mesures prises – une austérité qui ne disait pas son nom, le recours au financement conventionnel (planche à billets), l'encouragement tardif à la production capitaliste

---

<sup>9</sup> L'économiste Abderahmane Mebtoul (*Le Matin* du 8 août 2013) a chiffré à 30 milliards de dollars le transfert d'argent vers l'étranger.

<sup>10</sup> Les autorités ont fini par investir dans la modernisation des raffineries, ce qui a permis de limiter les dégâts.

locale et une réduction insuffisante des importations non nécessaires – n'ont eu que peu d'effet sur la situation financière.

Malgré ce brusque retournement du marché pétrolier, aucune réflexion associant experts, acteurs économiques privés et publics et société civile pour tracer les lignes d'une alternative à la politique du tout pétrole n'a été envisagée. Et si réflexion il y avait, elle se déroulait hors des cadres officiels. Les propositions qui en sortaient et dont la presse se faisait l'écho restaient lettre morte puisque les autorités, habituées à décider de ce qui est bon ou mauvais pour la grande masse des Algériens, n'en tenaient pas compte : elles étaient sourdes à tout ce qui venait d'acteurs de la société civile dont le défaut majeur à leurs yeux était, outre le fait de ne pas prêter allégeance au régime, de pointer les tares d'une économie rentière génératrice de corruption et de prédation. Elles n'écoutaient que ceux qui profitaient de la rente, à savoir les patrons oligarques. Cette frange de la société, qui accaparait près de 80 % des marchés publics, a été la principale bénéficiaire des choix libéraux et spéculatifs d'Abdelaziz Bouteflika. Elle n'avait aucun intérêt à voir la situation changer.

Toujours est-il que les Algériens se demandent à juste titre où sont bien passés les quelque 1 010 milliards de dollars engrangés par le pétrole et le gaz entre 1999 et 2019. Le 25 février, en pleine contestation du régime par des millions d'Algériens, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a tenté d'y répondre, mais sans convaincre, évitant soigneusement les sujets qui fâchent, à l'instar de ces dépenses de prestige comme la construction de la grande mosquée d'Alger, dotée du plus haut minaret au monde (plus de 200 m), d'un montant estimé entre deux et trois milliards de dollars, dans le seul but de satisfaire la mégalomanie d'un président malade, mosquée qui, dit-on, devait porter son nom.

### **Une candidature surréaliste...**

Abdelaziz Bouteflika est donc candidat pour un 5<sup>e</sup> mandat. Et tout va être entrepris pour faire accepter la candidature d'un homme qui, selon le chef du FLN, Djamel Ould Abbès, « dirige le pays comme un maestro »<sup>11</sup>. Stupéfaits, les Algériens assistent presque résignés, ce 2 février, à ces scènes surréalistes des dirigeants des quatre partis de la coalition présidentielle posant devant les photographes autour du

---

<sup>11</sup> Il a été limogé en novembre dernier par... Bouteflika.

portrait du chef de l'État, pour annoncer leur soutien à la candidature d'Abdelaziz Bouteflika<sup>12</sup>.

La machine à faire réélire Bouteflika était lancée. Rien ne semblait pouvoir l'arrêter. Le 10 février, dans un message lu en son nom, il annonce sa candidature, affirmant qu'en dépit de sa maladie, il ne pouvait rester insensible à l'appel du peuple, s'engageant à passer la main à un successeur à la suite d'une conférence nationale inclusive, qui aura pour tâche la révision de la constitution qui sera adoptée par référendum et une nouvelle élection présidentielle à laquelle il ne se présentera pas, le tout dans un délai d'une année ! En somme, il demandait aux Algériens de lui permettre d'accomplir un demi-mandat, le temps sans aucun doute de permettre aux clans qui se disputaient autour de sa succession de se mettre d'accord sur un nom faisant consensus. Le jour même, il nomme un de ses proches, Tayeb Belaïz, président du Conseil constitutionnel afin qu'il valide son dossier de candidature.

28

Entre-temps, le 24 octobre, les Algériens assistent ébahis à cette autre scène incroyable de plus de 300 députés de la majorité présidentielle cadennassant le bureau de Saïd Bouhadja, le président de l'Assemblée nationale populaire (APN), auquel il était reproché son manque de soutien à un 5<sup>e</sup> mandat, et le contraignant à céder son poste<sup>13</sup>.

Pendant ce temps, le pouvoir et ses affidés ne voyaient pas que la colère grondait et n'allait pas tarder à passer des stades de football, où elle s'exprimait à travers les chants des supporters, à la rue, pour dire non à la mascarade électorale qui se préparait<sup>14</sup>.

## Une mobilisation massive inédite

Le vendredi 22 février a vu une marée humaine déferler sur Alger et pratiquement toutes les villes du pays pour dire « non au 5<sup>e</sup> mandat », revendiquer l'application de l'article 102 de la Constitution stipulant

---

<sup>12</sup> Le 9 février, lors d'un meeting, les mêmes dirigeants, le gouvernement, l'ex-Premier ministre A. Sellal, des responsables d'organisations de masse, du syndicat UGTA, sont présents autour du portrait du chef de l'État, un micro étant même tendu au portrait.

<sup>13</sup> Il a été remplacé par Mouad Bouchareb, SG par intérim du FLN, lequel sera chassé à son tour de son poste de président de l'APN le 2 juillet.

<sup>14</sup> « La Casa del Mouradia » chanté par les supporters de l'USM Alger, inspiré par la série « La Casa de Papel » diffusé par Netflix, est devenu l'hymne des manifestants algériens contre le régime.



la vacance du pouvoir « pour cause de maladie grave et durable » du chef de l'État, l'empêchant « d'exercer ses fonctions ». Cette lame de fond populaire avait été précédée, entre le 10 et 14 février, par de premières manifestations contre ce 5<sup>e</sup> mandat à Bejaïa et Kherrata (Kabylie), Bordj Bou Arreridj, Jijel, Annaba (est algérien), Chlef (ouest d'Alger) et dans les environs d'Oran. Des manifestations traitées de haut par les autorités tant elles pensaient qu'elles resteraient limitées localement et sans débouchés politiques : le syndicat UGTA tenait bien ses troupes et veillait au grain. Tandis que l'opposition, de réunion en réunion, s'époumonait sans parvenir à être audible.

Mais ce « non au 5<sup>e</sup> mandat » qui a rassemblé des centaines de milliers de personnes répondant à des appels lancés à travers les réseaux sociaux, impressionnants de calme et de sérénité, était sans précédent dans l'histoire de l'Algérie. C'était la réaction d'un peuple humilié par ce qu'il se passait et par 20 ans de corruption, de gabegie et de népotisme. Cette mobilisation massive inattendue, rassemblant toutes les catégories sociales, qui a pris de court aussi bien le pouvoir que l'opposition y compris les islamistes – une partie de ces derniers avaient appelé via les réseaux sociaux et les mosquées qu'ils contrôlent à ne pas manifester – et qui a ébranlé bien des certitudes, était plus qu'un cri de colère contre un pouvoir autoritaire, arrogant et corrompu. Elle n'avait rien à voir avec les émeutes sociales d'octobre 1988 ayant eu lieu dans un contexte d'une économie de pénurie, où les manifestants en colère avaient pillé les Souks-el-Fellah (supermarchés étatiques) et saccagé et incendié des bâtiments publics. En 2019, il n'y a pas eu de pillage de commerces ni de banques. La culture de l'émeute a cédé la place aux manifestations citoyennes.

Par son caractère pacifique, répétitif et régulier – tous les vendredis et le mardi pour les étudiants –, cette mobilisation exprimait la volonté de changement d'un peuple déterminé à prendre en main son destin : il se réappropriait à la fois l'espace social qui lui était interdit depuis 2001 et l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne longtemps instrumentalisée à des fins de légitimation du système politique, et ce, à travers les portraits des principales figures du FLN de la guerre d'Algérie, brandis par la rue<sup>15</sup>. Elle brouillait le scénario préétabli d'un

---

<sup>15</sup> Il s'agit surtout des portraits des fondateurs du FLN : Mohamed Boudiaf (assassiné en 1992), Larbi Ben M'hidi (assassiné en 1957 par Aussaresses), Abane Ramdane (assassiné par les siens en 1958), Ben Boulaid, Didouche Mourad (tombés au maquis) dont le plus vieux avait 37 ans et le plus jeune 26 ans...

5<sup>e</sup> mandat devant passer comme une lettre à la poste, changeait la donne et rebattait les cartes.

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a beau menacer, affirmant que le pouvoir « a prouvé par le passé qu'il peut maîtriser la rue »<sup>16</sup>, le chef de la centrale syndicale UGTA, Sidi Said, et le vice-ministre de la défense et chef d'état-major de l'armée, Gaid Salah, ont beau agiter le spectre du scénario syrien et d'autres stratagèmes éculés comme la « main de l'étranger » pour dissuader les Algériens de manifester, ces derniers sont plus déterminés que jamais.

La panique commence à gagner le navire présidentiel. Le camp présidentiel se fissure. Les soutiens du chef de l'État commencent à le lâcher. L'organisation des moudjahidines (anciens combattants), celle des enfants de martyrs de la guerre de libération se rangent auprès des manifestants. Une partie de la direction du FLN se démarque du coordinateur du parti, Mouad Bouchareb, et réclame son départ pour avoir déclaré, entre autres, le 23 février au lendemain de la première manifestation monstre, que « Dieu a envoyé le président Bouteflika en 1999 pour réformer la nation » et lancé un « faites de beaux rêves » à l'adresse des foules qui manifestaient ! Avant de décider piteusement de se ranger à son tour, du côté du peuple et être viré plus tard de son poste de président de l'Assemblée nationale ! Plus incroyable encore, cette déclaration de Seddik Chihab, numéro deux du RND, affirmant que le pouvoir est dirigé depuis plusieurs années par des « forces extraconstitutionnelles » !<sup>17</sup> Même les dévoués ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia et président du Sénat Abdelkader Bensalah lui demandent de démissionner !

30

Le FCE n'est pas en reste. En désaccord avec le soutien apporté par son chef, Ali Haddad, à la candidature de Bouteflika, une majorité de ses membres se solidarise avec la rue. Désavouant leur direction, des organisations de base du syndicat UGTA vont grossir les rangs des manifestants et réclament la démission de son secrétaire général, Sidi Said. Même des magistrats, qui manifestent quasi quotidiennement – une première depuis l'indépendance de l'Algérie –, déclarent refuser d'exécuter les instructions de la chancellerie pour superviser le processus électoral.

Le vendredi 3 mars, dans sa lettre de candidature, Abdelaziz Bouteflika – ou son entourage puisqu'il ne peut pas s'exprimer ou

<sup>16</sup> Hassane Zerrouky in *Le Soir d'Algérie*.

<sup>17</sup> Seddik Chihab sur les antennes de *Bilad-tv*, une télé privée.

qu'il n'est pas en capacité intellectuelle de le faire – fait une première concession : il s'engage, s'il est élu, à ne pas terminer son mandat, à organiser une élection présidentielle anticipée à laquelle il ne prendra pas part et dont la date sera arrêtée par une « conférence nationale inclusive » qu'il compte organiser. Ce qui signifie qu'il restera chef de l'État au-delà du 18 avril, date d'expiration de son mandat présidentiel.

Le 11 mars, 24 heures après son retour de Genève où il se faisait soigner depuis le 24 février, il fait un nouveau geste : il renonce à briguer un 5<sup>e</sup> mandat, reporte sine die l'élection présidentielle prévue pour le 18 avril et propose qu'elle se tienne après la conférence nationale à laquelle prendraient part tous les acteurs de la scène politique et sociale algérienne, avec pour mission d'élaborer en toute liberté et sans interférence du pouvoir politique des propositions de réformes sociales et politiques, dont un projet de constitution amendé, ce qui de facto revenait à prolonger le 4<sup>e</sup> mandat, au-delà de son expiration le 28 avril, en violation de la Constitution. Le même jour, il limoge l'impopulaire Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui est remplacé par Nourredine Bedoui, flanqué d'un Lamtane Lamamra, nommé à la fois vice-Premier ministre – une première dans les annales politiques – et chef de la diplomatie, poste qu'il a déjà occupé, et du diplomate onusien Lakhdar Brahimi (85 ans), pressenti comme président de la conférence nationale chargée de la transition et de la préparation du scrutin présidentiel.

L'effet de surprise passé, les Algériens crient à « l'arnaque », dénoncent la « ruse » du chef de l'État pour se maintenir au pouvoir et réclament avec plus de force son départ. « On voulait des élections sans Boutef, on se retrouve avec Bouteflika sans élections », « vous avez pillé le pays, bande de voleurs », scandent des centaines de milliers d'Algériens les vendredis 15 et 22 mars, tout en exigeant l'application des articles 7, 8 et 102 de la Constitution<sup>18</sup> et le départ des trois « B », Abdelkader Bensalah, président du Sénat, le Premier ministre Nouredine Bedoui, et le président du Conseil Constitutionnel, Tayeb Belaïz.

Le 26 mars, quatre jours après la manifestation monstre du 22 mars, le général Gaid Salah lâche Abdelaziz Bouteflika : il déclare que l'armée est aux côtés du peuple et demande l'application de l'article 102, lui qui n'a cessé de mettre en garde contre ceux qui veulent « pousser

---

<sup>18</sup> Les articles 7 et 8 stipulent que le peuple est le détenteur du pouvoir.

les Algériens vers l'inconnu » et qui « veulent ramener [l'Algérie] aux années de braises » (allusion à la violence islamiste des années 1990).

## La chute d'Abdelaziz Bouteflika...

Le 2 avril, l'impensable se produit : après six vendredis de manifestations massives, Abdelaziz Bouteflika démissionne dans des conditions plutôt mouvementées. La veille, 1<sup>er</sup> avril, un communiqué présidentiel annonce que le chef de l'État démissionnera avant le 28 avril, tout en restant flou sur la date exacte de son départ, et que « des décisions importantes » seront annoncées pour assurer la continuité de l'État ». Ce qui va faire réagir l'armée au cours de la journée du 2 avril.

Le jugeant « non authentique » – il aurait été rédigé par Said Bouteflika, frère du chef de l'État –, l'état-major de l'armée, désormais maître du jeu, exige la mise en application immédiate « des articles 7, 8 et 102 » de la Constitution. On apprendra par la suite que ce sont les tractations secrètes menées par le frère du chef de l'État avec l'ex-chef des services de renseignement, le général Toufik Mediène, qui ont conduit l'institution militaire à exiger le départ immédiat du chef de l'État<sup>19</sup>. Ces tractations avaient pour but de confier l'intérim présidentiel à l'ex-président Zeroual – ce dernier ayant révélé publiquement avoir refusé leur offre – avec à la clé le limogeage du général Gaid Salah, et ce, afin de garder la main sur la transition devant suivre le départ de Bouteflika. D'autant que cette « bande » (l'entourage du président déchu, ndlr), ainsi qualifiée par le patron de l'armée, accusée de fomenter des « complots » et des « conspirations abjectes », comptait sur l'appui du commandant de la garde républicaine, le général B. Benali, supposé acquis au clan présidentiel et pressenti pour succéder à Gaid Salah<sup>20</sup>. Le président algérien, en burnous léger et en pantoufles – on ne lui a même pas laissé le temps de s'habiller –, est ainsi contraint mardi en soirée de remettre sa démission au président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaïz, en présence du président du Sénat, Abdelkader Bensalah.

32

---

<sup>19</sup> Hassane Zerrouky, *l'Humanité* du 4 avril et notes personnelles. Selon le général à la retraite Khaled Nezzar, Said Bouteflika, qui l'aurait mis dans la confiance, le frère du président déchu « voulait instaurer l'état d'urgence ou l'état de siège, et avait même envisagé de limoger Gaïd Salah ».

<sup>20</sup> Les deux hommes, ex-combattants de l'armée de libération nationale, formés à l'Académie militaire de Vystrel, près de Moscou, sont issus de la même promotion.

Pour Abdelaziz Bouteflika, c'est certes une fin piteuse. Mais ces images d'un homme soudain seul, qui avait juré de mourir sur son siège de chef d'État et qui aura manœuvré jusqu'au bout pour rester au-delà du 28 avril et garder la main sur le processus de sa propre succession, traduisent l'échec de 20 ans de politique autoritaire et corrompue qu'il incarnait jusqu'à l'absurde.

Pendant que la télévision publique diffusait les images de sa démission, des centaines de milliers d'Algériens fêtaient son départ dans pratiquement toutes les villes algériennes. La joie populaire, cependant, sera de courte durée.

### **L'armée en première ligne veut imposer son agenda**

Un autre scénario leur est proposé : une élection d'un nouveau chef d'État au terme d'un intérim de la présidence de la République de 90 jours, assuré par Abdelkader Bensalah, anciennement président du Sénat et proche du chef d'État déchu, qui promet « un scrutin présidentiel transparent et régulier » fixé au 4 juillet, et ce, dans un cadre constitutionnel verrouillé, sans refonte donc du système politique comme l'exigent les Algériens et avec pratiquement le même personnel politique aux commandes de l'État. Autrement dit, un simple changement d'homme à la tête de l'État leur est proposé !

Noureddine Bedoui est reconduit à la tête d'un exécutif certes remanié, mais dans lequel le général Gaid Salah garde son poste de vice-ministre de la Défense, un exécutif ayant pour mission d'organiser l'élection présidentielle du 4 juillet. Et c'est en toute logique, après que le Conseil constitutionnel a validé le départ de Bouteflika, que le Parlement, dominé majoritairement par les partis de l'alliance présidentielle, entérine l'agenda proposé, qui est naturellement rejeté par la rue dès le vendredi 5 avril.

Les consultations engagées par le nouveau chef d'État avec la classe politique et la société civile, tout comme la conférence nationale à laquelle il les a conviés pour mettre en place une instance de supervision du processus électoral, tournent au fiasco : elles sont boycottées<sup>21</sup>. Malgré l'insistance du général Gaid Salah, nouvel homme fort du pays, pour « un dialogue constructif avec les institutions de l'État » comme « unique moyen de sortir de la crise », sur fond de raidissement des autorités à l'égard des manifestants, les Algériens n'y

---

<sup>21</sup> Cette conférence a eu lieu le 22 avril dans une salle quasiment vide...

adhèrent pas. Et ce, dans un contexte où la justice décide de frapper un grand coup en vue de convaincre la population que le pouvoir politique a décidé de nettoyer la « Maison Algérie ».

Sont arrêtés pour faits de corruption de puissants et richissimes hommes d'affaires, connus pour leurs connivences avec le clan Bouteflika : le chef du patronat, Ali Haddad, les frères Kouninef, Issad Rebrab<sup>22</sup> qui paie, lui, plutôt sa proximité avec le général Toufik Mediene ; à quoi s'ajoutent les mises en détention des impopulaires ex-Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, de plusieurs ex-ministres et chefs de parti<sup>23</sup>, du wali (préfet) d'Alger, Abdelkader Zoukh, du directeur de la résidence d'État du club des Pins, Hamid Melzi, dont les soirées arrosées auxquelles étaient conviés oligarques et hommes du pouvoir étaient courues, de l'ancien patron de la police nationale, le général Hamel, et ses trois enfants, de l'ancien SG du FLN, Ould Abbès... En outre, des mandats d'arrêt internationaux sont lancés pour faits de corruption contre l'ex-ministre de l'Énergie, Chakib Khelil, et l'ex-ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, déjà éclaboussé par le scandale Panama Papers, tous deux en fuite. Mais ces arrestations fortement médiatisées n'ont pas l'effet escompté sur une opinion qui a, par ailleurs, bien accueilli ces mesures.

34

Même les incarcérations filmées en direct par la télévision publique pour « complot contre l'armée » des trois hommes les plus puissants du pays, Said Bouteflika, l'ancien patron des services, le général Toufik Mediene, et de son successeur, le général Athmane Tartag, n'ont pas fait renoncer les Algériens à exiger le départ de tout le système politique<sup>24</sup>.

Aux yeux d'une majorité d'Algériens, cette opération « mains propres » dans laquelle s'est impliqué personnellement le général Gaid Salah, qui a appelé « à accélérer la cadence des poursuites judiciaires

---

<sup>22</sup> Issad Rebrab, pourtant en conflit ouvert avec le gouvernement Bouteflika qui bloquait ses projets d'investissement, a été mis en détention provisoire pour une histoire d'importation de matériel usagé qui méritait tout au plus une amende.

<sup>23</sup> Outre l'ex-Premier ministre et chef du RND Ahmed Ouyahia, Amara Benyounes, ex-ministre du Commerce et chef du MPA, Amar Ghoul, ex-ministre des Travaux publics et chef du TAJ (Espoir de l'Algérie) et Ould Abbès, plusieurs fois ministre et SG du FLN jusqu'en novembre 2018, et Youcef Yousfi, ministre de l'Industrie sortant et le ministre de la Justice, Tayet Louh.

<sup>24</sup> A été arrêtée en même temps la dirigeante trotskyste Louisa Hanoune, accusée de « complot ».

concernant les affaires de corruption »<sup>25</sup>, n'en est pas une, parce qu'elle n'a visé que la partie visible, la branche pourrie, de l'édifice politico-institutionnel existant.

Et puis, en faisant arrêter d'ex-généraux, Hocine Benhadid et Ali Leghdiri, non pour des faits de corruption, mais pour leur opposition au maintien du système politique existant – officiellement pour « complot contre le moral de l'armée » ! –, à quoi s'est ajouté pour les mêmes raisons, celle de Lakhdar Bouregaa (86 ans), vétéran de la guerre d'indépendance, un homme pressenti par des acteurs de la société civile pour présider la période de transition<sup>26</sup>, les détenteurs du pouvoir réel ont commis une faute qui a jeté le doute dans une opinion algérienne pour qui la justice est toujours aux ordres, une justice indépendante ne pouvant l'être que dans le cadre d'un État de droit. D'autant que ces interpellations, sur fond d'interdiction d'emblèmes amazigh (berbère) sous prétexte qu'ils porteraient atteinte à l'unité nationale, ont crispé et alourdi le climat politique et n'ont fait qu'attiser le ressentiment et la détermination des Algériens contre le pouvoir politique et la personne même du chef de l'état-major de l'armée.

Au slogan « *yetnahow gâa* » (qu'ils s'en aillent tous) martelé de vendredi en vendredi par des centaines de milliers de personnes à travers les villes du pays, s'est ajouté « Pour un État civil et non militaire », en réponse à un pouvoir politique qui s'entête à présenter l'élection présidentielle comme unique option de sortie de crise. Et ce fut encore le cas lors de la manifestation historique du vendredi 5 juillet, fête de l'indépendance algérienne, à laquelle ont appelé des acteurs de la société civile et les Forces de l'alternative démocratique (gauche)<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup> Discours de Gaid Salah prononcé à Ouargla le 16 avril.

<sup>26</sup> Le premier pour avoir accusé (entretien accordé à *El Watan* du 8 mars) le général Gaid Salah de recevoir ses « ordres » des Émirats arabes unis, le second, ex-candidat à l'élection présidentielle, pour ses relations présumées en 2014 avec le général Médiène.

<sup>27</sup> Les Forces de l'alternative démocratique regroupent le Front des forces socialistes (FFS), le Rassemblement de la culture et de la démocratie (RCD, centre-gauche), le Mouvement démocratique social (MDS, issu de la mouvance communiste), le Parti de la laïcité et de la démocratie (PLD, issu de la mouvance communiste), le Parti des travailleurs (trotskyste), le Parti socialiste des travailleurs (PST, gauche radicale trotskysante), l'Union pour le changement et le progrès (UCP, de Zoubida Assoul), la Ligue de défense des droits de l'homme (LDDH), le RAJ (Rassemblement action jeunesse), des syndicats autonomes...

## **Logique constitutionnelle autoritaire et logique de changement démocratique**

Le 2 juin, deux mois après la démission de Bouteflika, le Conseil constitutionnel annule l'élection présidentielle du 4 juillet et prolonge de fait le mandat du président par intérim, Abdelkader Bensalah, qui doit expirer le 8 juillet.

Le 3 juillet, il fait une proposition, présentée comme une ouverture en direction de l'opposition politique et des acteurs de la société civile, destinée à sortir de l'impasse dans laquelle se trouve l'Algérie depuis le 22 février. Et qui s'organiserait autour d'un processus de dialogue, limité à la seule organisation du scrutin présidentiel, présenté comme la « seule solution démocratique viable et raisonnable », la seule voie permettant « d'écarter les propositions hasardeuses, aventurières » (allusion à ceux qui prônent une transition politique) pouvant conduire le pays vers un « vide constitutionnel et l'absence d'État », sources, selon lui, de graves menaces pour la paix et la stabilité du pays. Un dialogue où « l'État dans toutes ses composantes, y compris l'institution militaire, ne sera pas partie prenante et observera la plus stricte neutralité tout au long du déroulement de ce processus ». Et qui, ajoute-t-il, « sera conduit et mené en toute liberté et en toute transparence par des personnalités nationales, crédibles, indépendantes, sans affiliation partisane et sans ambition électorale », mais dans un cadre restrictif, pour « garantir la crédibilité du scrutin et aborder l'ensemble des aspects législatif, réglementaire et organisationnel de cette élection, y compris le déroulement du calendrier électoral, ainsi que les mécanismes de contrôle et de supervision ». À charge, assure-t-il, en guise de conclusion, au président élu de satisfaire les revendications populaires et d'entreprendre les réformes nécessaires.

Quoique séduisante en apparence, cette offre politique dont il limite le cadre, les règles et le débat autour de la seule élection présidentielle et de son organisation, dans le cadre constitutionnel existant, laisse en plan la question de la refonte du système politique, celle de savoir qui désignera les personnalités devant conduire l'organisation du scrutin présidentiel et celle des détenus pour délit d'opinion ou port de l'emblème amazigh, des lois liberticides, comme le Code de la presse entre autres, et la liberté d'expression.

Même si l'offre de Bensalah est une reprise, réactualisée dans la forme, de celle faite le 11 mars par Abdelaziz Bouteflika au lendemain de



son retour de Genève<sup>28</sup>, il n'en reste pas moins que le pouvoir a obtenu dans un premier temps le ralliement à son agenda de cette partie de l'opposition issue de la mouvance islamiste, dont d'ex-dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS dissous en 1992)<sup>29</sup> et arabo-islamiste, ou issue du FLN comme le parti Talaie el Houriat (Avant-Garde des libertés) de l'ex-Premier ministre Ali Benflis<sup>30</sup> et d'acteurs de la société civile et politique. Et ce, avant que des désaccords ne surgissent, lors de la tenue le 6 juillet du Forum du dialogue national<sup>31</sup>, entre tous ces acteurs au sujet de la libération des détenus d'opinion, du départ du gouvernement Bedoui, posés comme préalables à l'ouverture de discussions avec le pouvoir politique, préalables qui, selon le parti islamiste Adala, ne figuraient pas dans le texte initial soumis au débat lors de cette rencontre.

Autre force, séduite par l'offre de Bensalah, le Forum civil pour le changement (FCC) qui a dévoilé, sans les consulter, les noms des personnalités acceptant de conduire le dialogue, initiative qui a tourné court.

À l'opposé, la feuille de route proposée par les Forces de l'alternative démocratique (gauche), qui ont refusé de prendre part au Forum du dialogue national du 6 juillet, est sans équivoque et colle aux revendications populaires exprimées avec force les 5, 12 et 19 juillet : « Aucune initiative politique de quelque nature qu'elle soit et aucun dialogue politique ne sont viables sans la satisfaction des exigences suivantes : la libération des détenus politiques et d'opinion, l'ouverture du champ politique et médiatique, l'arrêt immédiat du dispositif répressif et de l'instrumentalisation de la justice, le départ du régime et de ses symboles »<sup>32</sup>. Elles appellent à « la tenue d'une convention nationale le 31 août » pour « discuter d'un pacte politique pour une véritable transition démocratique ».

---

<sup>28</sup> Voir chapitre « Du non au 5<sup>e</sup> mandat... »

<sup>29</sup> Il s'agit de Kemal Guemazi et Ali Djeddi, qui se revendiquent toujours du FIS.

<sup>30</sup> Talaie Houriet a été fondé en 2015 par Ali Benfis, anciennement SG du FLN (2001-2004).

<sup>31</sup> À l'origine de cette concertation, dite Forum du dialogue national, encouragée par le pouvoir politique, l'ex-ministre et opposant Abdelaziz Rahabi, qui a échoué à convaincre l'opposition de gauche à y participer.

<sup>32</sup> Déclaration des partis et personnalités membres des Forces de l'alternative démocratique, datée du 21 juillet et qui fait suite à l'annonce le 26 juin du *Pacte politique pour une véritable transition démocratique*.

Les autres acteurs de la société civile sont sur la même ligne : le sociologue Nacer Djabi, l'ex-président de la LDDH (Ligue des droits de l'homme), Mustapha Bouchachi, conditionnent leur participation par les mêmes préalables.

Quant à l'armée, elle campe sur ses positions et a qualifié, par la voix de Gaid Salah, ceux qui prônent « un État civil et non militaire » de « traîtres », car « dictés par des cercles hostiles à l'Algérie », avant de leur adresser une « mise en garde »<sup>33</sup>.

## Conclusion

Pour l'heure, après cinq mois d'une contestation citoyenne sans précédent que d'aucuns qualifient de « révolution », c'est l'incertitude. Même si la mobilisation n'a pas faibli, le mouvement populaire né le 22 février n'a pas encore dégagé en son sein de porte-parole pour discuter avec les autorités et se méfie de ces partis et associations, dont les islamistes, qui tentent de le parrainer après avoir essayé de le dévoyer. La seule certitude est que la crise que connaît l'Algérie ne peut pas être surmontée dans le cadre de l'ordre sociopolitique actuel, même débarrassé du clan Bouteflika. En effet, entre la volonté exprimée fortement par des millions d'Algériens pour un vrai processus de changement démocratique et celle prônée par le pouvoir visant à perpétuer le système politique à travers une élection présidentielle qui validerait sans l'ombre d'un doute un choix préétabli, aucune solution consensuelle de sortie de crise ne semble possible. Or, une transition crédible, acceptable par tous les acteurs de la crise, ne peut pas attendre trop longtemps.

Pour l'armée, le fait qu'elle ne soit plus au centre du jeu politique, comme le suggèrent des acteurs de la société civile et politique, est impensable et vécu comme la fin d'une époque, celle où le militaire primait sur le politique et où les différents présidents algériens étaient cooptés par l'institution militaire quand ils n'étaient pas issus de ses rangs. Aussi le tête-à-tête entre le général Gaid Salah et le mouvement populaire risque-t-il de se poursuivre et de s'installer dans la durée, et ce, au risque d'apparaître aux yeux de nombreux Algériens comme l'ultime rempart d'un régime finissant, dont la légitimité a été battue en brèche 22 vendredis de manifestation populaire consécutifs.

---

<sup>33</sup> Site du ministère algérien de la Défense, discours du 10 juillet.

## L'ALGÉRIE, FIN DE RÉGIME ET EXIGENCE DE CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE

Même la tentative désespérée de récupération de la victoire de l'équipe d'Algérie en finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) a tourné court. Joueurs et staff technique se sont solidarisés avec les manifestants et ces derniers, dont les revendications ont évolué, passant d'un « non au 5<sup>e</sup> mandat » à des propositions claires, cohérentes, exprimées de manière pacifique, ont vu dans cette victoire comme un écho au combat qu'ils mènent.

### **Résumé:**

Après cinq mois d'une contestation massive, pacifique et inédite, mobilisant des millions de personnes, et qui a contraint le président Bouteflika à renoncer à un 5<sup>e</sup> mandat et à démissionner, aucune solution de sortie de crise ne semble se dessiner. Les Algériens ne se contentent pas du seul départ de Bouteflika, de la mise en détention de son frère Said, de l'ex-chef des services, le général Mohamed Mediene, d'une dizaine de ministres pour faits de corruption, dont deux ex-chefs de gouvernement : ils revendiquent le départ de tout le système et exigent que l'Algérie s'engage dans un vrai processus de changement démocratique. À l'opposé, l'armée, plus que jamais au centre du jeu, refuse toute transition hors du cadre constitutionnel existant et veut imposer un scrutin présidentiel comme unique option de sortie de crise. Retour sur cinq mois d'une crise qui se poursuit.